



Obama l'europpéen

*Par Barthélémy Courmont**

Professeur invité à l'Université du Québec à Montréal (UQAM), titulaire par intérim de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques, chercheur à l'IRIS et au CET.

L'arrivée au pouvoir de Barack Obama a suscité de multiples espoirs chez les alliés européens de Washington. Après une présidence Bush marquée par une fracture transatlantique dont la crise irakienne fut l'élément le plus visible, l'immense popularité de Barack Obama en Europe occidentale semble augurer d'un rapprochement entre l'Europe et l'Amérique. Mais quelle est la nature de ce rapprochement, quelles en sont les caractéristiques, et surtout est-il réel ou illusoire ? Tant de questions auxquelles il convient de répondre afin d'appréhender au mieux les relations transatlantiques sous la présidence Obama, et d'éviter des déconvenues.

Des questions qui concernent également le profil du président américain lui-même. Quand il était sénateur de l'Illinois, Barack Obama ne s'est jamais montré particulièrement intéressé par l'Europe. Désormais à la Maison-Blanche, peut-il répondre favorablement aux attentes d'un continent qui lui montre une affection presque irrationnelle ? Force est de constater que la réponse est justement comprise dans l'ampleur de ces attentes.

L'Obamania en Europe : entre réalité et perceptions faussées

La popularité d'Obama en Europe n'est plus à démontrer. Un sondage réalisé à l'été 2009 par le *German Marshall Fund* et par la *Compagnia di San Paolo*, un centre de recherche basé à Turin, indique on ne peut plus nettement l'ampleur de l'Obamania en Europe. En moyenne, les trois quarts des personnes interrogées dans 11 pays de l'Union européenne et en Turquie disent soutenir la politique étrangère suivie par Barack Obama, alors qu'elles n'étaient qu'un cinquième à approuver celle de George W. Bush. Le redressement est particulièrement spectaculaire en Allemagne, où le taux d'approbation est passé de 12% à 92% en un an (plus 80 points), et en France, où le soutien s'est envolé de 77 points (de 11% à 88%). L'enquête s'est effectuée dans les pays suivants : Grande-Bretagne, Bulgarie, France, Allemagne, Italie, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Slovaquie, Espagne et Turquie.

La popularité du président américain en Europe contraste nettement avec l'immense impopularité de son prédécesseur. Si les Européens avaient voté en novembre 2008, la victoire du candidat démocrate aurait été encore plus nette. Mais il ne faut pas en tirer de conclusions trop hâtives.

* Il vient de publier *Chine, la grande séduction. Essai sur le soft power chinois*, aux éditions Choiseul, et sort en février 2010 *La tentation de l'orient. Une nouvelle politique américaine en Asie-Pacifique*, aux éditions Septentrion.

Cette grande popularité s'explique surtout par le rejet de l'administration Bush. On se souvient ainsi que John Kerry était lui-aussi très populaire dans les pays européens lors de l'élection 2004, et que le résultat de l'élection aurait déjà à cette époque été totalement différent si les Européens avaient pu désigner le président des Etats-Unis ! Pour comprendre la popularité d'Obama en Europe, il convient donc de s'appuyer sur les perceptions négatives de huit ans de présidence Bush.

De même, et cela découle directement de cette idée, si Obama est populaire en Europe, ce n'est pas tant pour ce qu'il apporte que ce pour qu'il est. Les Européens ont ainsi souvent reproché aux Etats-Unis sous Bush leurs actions, mais sans que cela ne suppose une remise en question complète de l'image des Etats-Unis. Sans caricaturer, il suffisait donc de changer de président pour que les mauvaises perceptions changent en Europe. A cela vient s'ajouter le profil de Barack Obama, qui lui permet d'attirer les foules sans avoir besoin de proposer un nouveau partenariat transatlantique.

Enfin, la popularité d'Obama en Europe n'est pas singulière. Le président américain bénéficie d'une perception positive dans le monde entier, à de rares exceptions près. Cela s'explique d'ailleurs le plus souvent pour les mêmes raisons qu'en Europe, sus-citées.

Toute l'Europe a-t-elle succombé à l'Obamania ?

Obama est comme nous l'avons vu extrêmement populaire en Europe occidentale, notamment en France, en Allemagne ou au Royaume-Uni, pour ne citer que les pays les plus peuplés de cette région. Des pays dans lesquels la popularité de Bush était nous l'avons également vu au plancher. Il est revanche moins apprécié dans les pays d'Europe centrale et orientale, où Bush bénéficiait d'une image plus positive. Ce décalage entre les « deux » Europe s'est renforcé depuis son arrivée au pouvoir avec la décision de modifier le projet de bouclier antimissile, et de ne plus s'appuyer sur la Pologne et la République Tchèque. Plus globalement, la volonté du nouveau président américain de ménager la relation avec Moscou est perçue de manière contrastée dans des pays qui voient encore dans Moscou une menace sécuritaire, et dans la relation transatlantique un moyen de s'en protéger.

Il convient donc de mesurer le décalage qui peut exister entre l'Europe occidentale et les pays de l'ancien bloc de l'Est. Obama fait moins bien en Europe centrale et orientale qu'en Europe occidentale. Si le taux de soutien approche les 90% dans les sept pays d'Europe occidentale concernés par le sondage, il n'est que des deux tiers dans les quatre pays d'Europe centrale et orientale choisis pour le sondage cité précédemment. Un soutien qui reste important, mais qui illustre bien ce décalage.

Pourquoi les Européens peuvent-ils être déçus d'Obama ?

Même s'ils se montrent pour l'heure enthousiastes, les Européens ont plusieurs raisons d'être déçus d'Obama. Il y a évidemment les difficultés que rencontre l'administration américaine en matière de politique étrangère, dont les résultats mitigés risquent de nuire à son image dans les pays européens à l'heure des bilans. Il serait inutile de faire ici la liste des promesses non tenues. Mais on peut commencer à douter que Barack Obama parvienne à fermer la prison de Guantanamo, comme il s'y était engagé, un an après son arrivée au pouvoir. Seuls onze détenus

ont à ce jour été libérés. Le retrait des troupes d'Irak d'ici à la fin 2011 est un objectif encore incertain. Le système de régulation financière, qu'il a juré de mettre en place, est toujours âprement combattu par les milieux bancaires et financiers. Tant de points sur lesquels les attentes des Européens sont grandes.

Mais plus fondamentalement, c'est sur la différence entre Américains et Européens que les tensions restent les plus vives. En parlant volontiers d'une « nouvelle Amérique » avec Barack Obama par opposition à une hypothétique « vieille Amérique » avec Bush, l'Europe veut tourner une fois pour toute la page du conservatisme, et pense que cette page est en passe d'être tournée. Pourtant, les différences entre l'Amérique de Bush et celle Obama ne sont pas encore concrètement aussi importantes que l'opinion mondiale le pense. D'ailleurs, les référendums organisés en marge de l'élection présidentielle en novembre 2008 ont confirmé la permanence du conservatisme aux Etats-Unis. On pense ainsi à l'échec du référendum sur le mariage homosexuel organisé en Californie, Etat pourtant très libéral. En réalité, l'Amérique n'a pas fondamentalement changé, ou plus exactement, les Américains n'ont pas changé du jour au lendemain avec l'arrivée au pouvoir de Barack Obama. On pourrait même considérer qu'en ce qui concerne les valeurs, le décalage entre Européens et Américains ne cesse de croître, et à cet égard, Barack Obama serait l'arbre qui cache la forêt.

En matière de politique étrangère, il y a quelques évolutions, mais cela ne date pas de l'élection d'Obama. L'Amérique s'est adaptée dès 2005-2006 et a su évoluer au fil du temps mais l'éloignement des réalités du terrain laisse penser aux européens que l'élection a tout remis en question. Il y a à cet égard un décalage flagrant entre la réalité de la relation transatlantique et les perceptions, qui restent parfois au niveau des idées reçues.

Enfin, les Européens expriment comme nous l'avons vu un besoin urgent de voir le nouveau président changer les Etats-Unis, les relations internationales et le monde. Ce souhait fait apparaître pourtant une contradiction, car si les peuples européens font part d'une envie de voir Obama entreprendre de nombreuses choses, leurs gouvernements ne se montrent pas particulièrement actifs aux côtés du nouveau président. On le constate sur les trois dossiers majeurs que sont l'Afghanistan, le Réchauffement Climatique et la fermeture de Guantanamo. Si la question de l'engagement militaire en Afghanistan eut jusqu'à présent tendance à s'effacer derrière l'euphorie de l'arrivée au pouvoir aux Etats-Unis d'un président étiqueté plus « européen », la deuxième année du mandat de Barack Obama risque fort d'être marquée par de vives tensions sur cette question sensible, et sur laquelle les divergences transatlantiques apparaîtront une fois de plus au grand jour. Les perspectives ne sont ainsi peut-être pas si favorables qu'il y paraît dans la relation transatlantique. Quant à l'Afghanistan, le plus difficile est à venir, quand on sait que les Etats-Unis ne pourront se passer d'une participation européenne plus active aux opérations militaires, sujet sur lequel les opinions publiques européennes, relayées en cela par leurs dirigeants, se montrent plus que frileuses.

Une présidence peu tournée vers la relation transatlantique ?

Plus fondamentalement, et au-delà de la persistance des divergences, l'administration Obama semble peu intéressée par l'Europe. La visite de Barack Obama en Europe à l'été 2008, alors qu'il était en campagne et venait de remporter les Primaires démocrates, lui permit de mesurer l'immense popularité dont il bénéficie outre-Atlantique. Son discours de Berlin fut à ce titre

significatif, et fut l'un des grands moments de sa campagne, pour les Européens en tout cas. On pourrait presque, en caricaturant à peine, considérer qu'Obama a compris avec ce discours qu'il n'avait pas besoin d'en rajouter pendant son mandat sur la relation transatlantique, et qu'à part une crise majeure, il lui sera inutile d'en faire plus. Et depuis qu'il est arrivé au pouvoir, l'Europe est de fait restée la grande absente de son agenda de politique étrangère, à l'exception des incontournables sommets auxquels il a pu, comme nous l'avons noté précédemment, profiter de sa popularité pour adopter une posture internationale, et laissant de côté la dimension transatlantique.

D'une certaine manière, la présidence Obama sera moins européenne que celle de George W. Bush. L'ancien président américain a indiscutablement fait preuve d'une grande maladresse dans sa relation avec les alliés européens de Washington, et c'est ce qui explique en grande partie son impopularité. Mais il serait en revanche erroné de considérer qu'il n'avait pas de projet pour la relation transatlantique. En distinguant la « nouvelle » et la « vieille » Europe, son administration a posé des questions qui, à défaut d'être populaires, traduisaient une vision pour la relation transatlantique. La présidence Obama se contente sur ces questions de ne pas mettre d'huile sur le feu, et de ne pas chercher à diviser les Européens, mais en privilégiant une sorte de statu quo, Barack Obama montre que l'Europe n'est pas sa priorité, et que sa vision de la relation transatlantique reste somme toute assez limitée.

L'Asie, la vraie priorité pour l'administration Obama

Nous voyons bien que les débats transatlantiques sur la question de savoir si Washington est une puissance européenne sont légion, et ne manquent pas d'être réactivés à chaque changement d'équipe à la Maison-Blanche. Mais les Etats-Unis sont également très présents en Asie-Pacifique, tant économiquement que diplomatiquement et militairement. Cette région compte des alliés stratégiques de Washington (Japon, Corée du Sud, Taiwan), un adversaire désigné (Corée du Nord), et une superpuissance émergente (Chine) dont on s'interroge toujours sur la manière dont elle est perçue aux Etats-Unis. Mais l'Asie-Pacifique compte aussi des dossiers sécuritaires très sensibles dans lesquels les Etats-Unis sont directement impliqués, comme le nucléaire nord-coréen ou les tensions dans le détroit de Taiwan. En marge des dossiers sécuritaires que le président américain ne peut éviter d'aborder, l'Asie semble ainsi être la vraie priorité de son mandat.

C'est en Asie orientale que la Secrétaire d'Etat Hillary Clinton a inauguré ses fonctions mi-février, en se rendant successivement au Japon, en Indonésie, en Corée du Sud et en Chine. Et à peine auréolé de son Prix Nobel de la Paix, Barack Obama a lui-même effectué une tournée dans la région en novembre 2009. Il a même à cette occasion rappelé qu'il est le premier président des Etats-Unis originaire du Pacifique (né à Hawaï, il a par ailleurs passé une partie de son enfance en Indonésie, et ses années de jeune adulte en Californie), comme pour insister sur le fait qu'il – pour ne pas dire son administration – est plus naturellement tourné vers cette région du monde. Cette priorité est par nécessité plus que par choix, le président américain ayant compris que pour répondre aux multiples défis qui l'attendent, il lui faut se repositionner en Asie orientale, région dans laquelle l'administration Bush s'est par ailleurs illustrée par son absence, faisant même dire au politologue Robert Kaplan en 2007 que les Etats-Unis sont en déclin dans le Pacifique. Un risque du déclin qui n'a pas laissé Barack Obama indifférent. Entre une région où les rivalités sont grandes, en particulier avec la Chine, et une autre où la place des Etats-Unis reste assurée

pendant encore des années, le président américain a clairement fait son choix, et c'est pourquoi, au-delà des espoirs et des valeurs qu'il semble incarner, il est erroné et très exagéré de qualifier Obama d'europpéen.



Chaire Raoul-Dandurand
en études stratégiques et diplomatiques

Raoul Dandurand Chair
of Strategic and Diplomatic Studies

www.dandurand.ugam.ca